

n'est ni fatale ni paralysante. Au contraire, jamais notre vie politique n'a été plus intense, ni plus active la recherche des solutions. La majorité des Canadiens, y compris la majorité des francophones (si l'on en croit les sondages, unanimes à cet égard) gardent la foi dans leur pays. Ils sont persuadés que la Confédération, remise à jour, reste pour eux la formule d'avenir. A l'exception du groupe souverainiste, tous les partis politiques canadiens et québécois parlent d'un fédéralisme rajeuni, renouvelé, comme de la solution efficace. Une prise de conscience collective est en train de s'opérer. On comprend de mieux en mieux les changements qui s'imposent.

Reste à voir si ces changements nécessaires pourront être effectués à temps, mais tout semble indiquer qu'ils le seront. Le fédéralisme est un instrument politique très souple. Au Canada même il a surmonté déjà plusieurs crises; il est raisonnable de croire qu'il peut encore dénouer celle-ci.

Vous paraîtrais-je présomptueux si j'affirme que l'issue de nos difficultés actuelles ne doit laisser indifférente ni l'Europe ni la France, et qu'elle peut avoir des conséquences importantes sur l'avenir de l'Occident?

D'un point de
vue européen

Mais non. Plutôt que d'affirmer, posons des questions. Demandons-nous, dans un premier temps, quel effet pourrait avoir sur l'Europe la déstabilisation, voire l'effritement du Canada actuel.

Car c'est bien de cela qu'il s'agit. Il serait vain d'espérer qu'une vague union monétaire, voire une communauté économique suffirait à tenir ensemble les provinces canadiennes en un tout cohérent. Même à sa taille présente, le Canada réussit de justesse à maintenir son identité propre, son existence autonome à côté des U.S.A. Tous les observateurs sérieux s'accordant à prédire qu'un semis de provinces isolées aurait peu de chances d'en faire autant. Si le Québec, c'est-à-dire plus du quart de la population canadienne, quittait la Confédération, ouvrant une immense brèche au centre du territoire, il est plus que douteux que le reste du Canada puisse survivre comme entité politique cohérente. A plus longue échéance, cédant aux lois de la gravité, il est plus probable que chaque morceau du Canada rompu, y compris le Québec, irait s'intégrer à l'énorme masse américaine.

Or le long terme nord-américain pourrait bien se révéler assez bref. Tout évolue, en Amérique du Nord, beaucoup plus rapidement qu'en Europe. On n'y retrouve pas cet équilibre entre puissances qui caractérise l'espace européen. La présence bienveillante mais massive des États-Unis est une écrasante réalité qui pourrait bien précipiter les choses et effacer en quelques décennies toute trace de ce qui, aujourd'hui, constitue le Canada comme entité politique distincte. Il n'est même pas besoin d'imaginer à cette fin une entreprise américaine de conquête ou d'annexion; le seul poids des U.S.A. attirerait comme un aimant des provinces canadiennes disjointes et isolées.

L'Europe, et en Europe la France, auraient-elles intérêt à ce nouvel état de choses? Verraient-elles un avantage quelconque à ce que la puissance américaine s'étende désormais sans discontinuité aucune, depuis la frontière mexicaine jusqu'au Pôle?